Mouvement revivaliste et patrimoine culturel immatériel : appropriation ou évitement ?

*Revivalist movement and the intangible cultural heritage, appropriation or
avoidance?*

François Gasnault

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15440>

DOI : 10.4000/insitu.15440

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

François Gasnault, « Mouvement revivaliste et patrimoine culturel immatériel : appropriation ou évitement ? », *In Situ* [En ligne], 33 | 2017, mis en ligne le 30 octobre 2017, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15440> ; DOI : 10.4000/insitu.15440

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Mouvement revivaliste et patrimoine culturel immatériel : appropriation ou évitement ?

Revivalist movement and the intangible cultural heritage, appropriation or avoidance?

François Gasnault

Je remercie les personnes qui ont bien voulu m'apporter, par courrier électronique ou par entretien téléphonique, leurs témoignages toujours éclairants, et en particulier Catherine Herrgott, Pierre-Olivier Laulanné et Charles Quimbert.

Incontournables ?

- 1 Dans les dispositifs normatifs et institutionnels qui ont encadré l'émergence conceptuelle du patrimoine culturel immatériel (PCI), les musiques et les danses traditionnelles occupent une place bien balisée. Implicitement prises en compte par la convention internationale de 2003¹, elles ont bénéficié d'un quart des seize inscriptions obtenues par la France², avec un doublé particulièrement remarquable, dès 2009³. Dans l'Inventaire du PCI « présent sur son territoire » qu'édifie la France en application de l'article 12 de la convention, l'une des rubriques les plus fournies est dédiée aux « musiques et danses » : elle rassemble déjà trente-quatre fiches (le terme désignant des notices souvent développées)⁴ ; on peut leur en adjoindre plusieurs autres, classées respectivement parmi les « savoir-faire », les « rituels » et les « pratiques festives⁵ ».
- 2 Pourtant, on ne saurait qualifier aujourd'hui de massive la mobilisation, pour la cause du PCI, de la petite centaine d'associations, adhérentes (présentes ou passées) de la FAMDT⁶, qui se vouent à la préservation, à la valorisation et à la diffusion des musiques et des danses traditionnelles. S'il est légitime de parler d'un engouement précoce, contemporain de la ratification de la convention par la République française (2006), l'adhésion ne se

caractérise pas par l'unanimité et moins encore par la pérennité, comme en témoignent trois indices : la recherche de la locution ou de l'acronyme « PCI » sur les sites Internet des plus importantes de ces associations, les centres de musiques traditionnelles en région⁷ (CMT), n'est pas toujours fructueuse⁸ ; les rédacteurs des fiches d'inventaire « Musiques et danses » ne se recrutent que rarement parmi leurs militants ou leurs salariés ; à en croire le recensement des « acteurs PCI » mené à bien en mai 2012, à la demande du ministère de la Culture⁹, les personnes physiques ou morales affiliées à la FAMDT, ou compagnes de route, ne représentent guère plus de dix pour cent de la population recensée¹⁰. Il apparaît non moins symptomatique que deux des quatre CMT qui ont négocié – fructueusement – avec le Comité intergouvernemental de sauvegarde du PCI, le réunionnais Runmuzik et le guadeloupéen Rèpriz, vivent, de par leur implantation ultramarine, à l'écart de la dynamique fédérale. Malgré sa situation insulaire, la remarque ne vaut pas pour le CMT corse, mais il semble qu'il ait été le prête-nom, plus que le promoteur, du sauvetage, d'une nécessité au demeurant discutable, du *cantù in paghjella*. Enfin, comme souvent dans la mouvance « trad' », la Bretagne fait exception et il est incontestable que l'association Dastum, CMT implanté dans la région Bretagne, a joué un rôle déterminant pour « décrocher » – on y reviendra – l'inscription du *fest-noz* sur la liste représentative. Mais ce résultat, loin de les désarmer, a plutôt renforcé les réticences de quelques-uns et n'a sûrement pas combattu l'indifférence de la plupart. Le sujet est donc clivant et ce sont les ressorts du dissensus qu'on voudrait éclairer dans les développements qui vont suivre, en produisant le récit des quelques années où la mouvance associative, à commencer par son acteur central, la FAMDT, a marqué pour le dispositif un intérêt qui n'était pas de simple curiosité, quoique sans doute insuffisamment réfléchi et balançant entre stratégie et tactique.

À l'intersection des réseaux

- 3 Dans le bilan d'étape qu'il a dressé en 2011 de la politique française en faveur du PCI au cours du premier lustre consécutif à la ratification de la convention¹¹, Christian Hottin salue dans les CMT des « acteurs [...] particulièrement impliqués », ce dont il administre la preuve en énumérant les rencontres publiques dont ils ont pris l'initiative à partir de 2007.
- 4 L'opinion selon laquelle, par-delà les CMT, les associations de musiques et de danses traditionnelles sont prédisposées, dans leur généralité, à devenir des actrices de premier plan dans la mise en œuvre, en France, de la convention internationale sur le PCI, est d'ailleurs confortée par le rapport remis en mai 2012 au département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique, par le Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC)¹². Les autrices de cet « État des lieux » y opposent en effet la « prudence » et le « regard critique » que posent sur cette « jeune notion » les ethnologues, redoutant « de se voir chargés d'expertiser le patrimoine » et craignant plus encore « les dérives patrimoniales comme les revendications identitaires exacerbées¹³ », au « véritable enthousiasme des associatifs militants, notamment du secteur des musiques et danses¹⁴ », et qui se mêle à l'espoir que le PCI déclenchera « une nouvelle dynamique » en faveur de la reconnaissance et de l'institutionnalisation des archives orales que beaucoup détiennent.
- 5 Visions quelque peu téléologiques et que l'examen *ex ante* de la chronologie amène à nuancer. Car c'est, sinon à l'insu, en tout cas sans l'implication de la FAMDT que s'est tenu

en juin 2006, à Ajaccio, le colloque qui pare de scientificité la candidature pour l'inscription sur la liste de sauvegarde du *cantù in paghjella*, et ce alors même que le CMT corse est réputé l'avoir organisé¹⁵ : ses véritables promoteurs sont plutôt deux chanteurs¹⁶ qui ont su mobiliser leurs relais, y compris familiaux, dans les sphères politiques¹⁷ et académiques¹⁸ pour promouvoir une cause à laquelle ils sont ensuite parvenus à gagner les plus hautes autorités de l'État. La « Fédé » découvre le PCI par d'autres accointances et un peu avant cette année 2006, celle de la ratification, faisant preuve, soit dit en passant, d'une vigilance – ou d'une curiosité – supérieure à celle manifestée par les ethnomusicologues du domaine français, dont le colloque aux ambitions refondatrices pour la discipline, tenu à Nice en novembre 2006, ne consacre pas la moindre session à cette problématique émergente¹⁹.

- 6 Il semble bien qu'il faille attribuer à Pierre-Olivier Laulanné (POL), directeur de la FAMDT entre 2003 et 2011, le rôle de propagandiste du concept – ainsi que du dispositif normatif et institutionnel associé – auprès de la mouvance « trad' », puis celui d'agent de liaison avec les cercles diplomatiques et administratifs chargés de mettre en œuvre la convention sur le territoire français. Dès 2005, POL devient un auditeur assidu de la journée du PCI que Chérif Khaznadar, le directeur de la Maison des Cultures du monde, a instituée l'année précédente et qu'il propose chaque année au théâtre de l'Alliance française durant le Festival de l'imaginaire. Cette immersion a sans doute favorisé, courant 2006, la reprise de contact de la FAMDT avec la branche patrimoniale de l'administration centrale de la Culture, en particulier avec la mission Ethnologie et son nouveau responsable, Christian Hottin²⁰.
- 7 Mais, parallèlement, Laulanné amorce un dialogue avec l'économiste Jean-Michel Lucas²¹, alias Doc Kasimir Bisou²², acteur²³ puis observateur « activiste », selon sa propre expression, des politiques culturelles, à ce titre constamment attentif aux évolutions que le droit, tant interne qu'international, provoque ou accompagne, au bénéfice ou au désavantage des individus et des groupes sociaux²⁴. Laulanné trouve enfin un relais au sein du conseil d'administration de la FAMDT dans la personne de Philippe Fanise, chargé de mission Musiques traditionnelles à l'Arcade, l'agence régionale des Arts du spectacle et de la culture en Provence-Alpes-Côte d'Azur²⁵, très investi sur le champ de la diversité culturelle et qui a accompli en Guadeloupe plusieurs missions « de structuration et de direction provisoire²⁶ » de Rèpriz, le CMT de l'archipel antillais. Deux de ses séjours encadrent le quatrième séminaire d'ethnomusicologie caribéenne (juin 2007), dont Rèpriz a été l'un des organisateurs, auquel Christian Hottin a participé et qui a été intentionnellement programmé aux mêmes dates que le 20^e festival de Gwoka²⁷, ce qui incite à supposer que les bases d'une candidature ont été jetées à cette occasion, même si le comité intergouvernemental de l'Unesco n'a procédé à l'inscription du *gwoka* sur la liste représentative qu'en 2014.

Le PCI aux assises... MDT²⁸

- 8 C'est cependant en métropole que le réseau d'interconnaissances qui s'est ainsi tissé en quelques mois est mis à contribution sans tarder – automne 2007 – dans le contexte exceptionnel des Assises nationales des musiques et danses traditionnelles (**fig. 1**), rassemblement rare puisque la précédente édition remonte à 1989²⁹. Il n'est au passage pas indifférent de noter que ces assises se déroulent dans l'agglomération nantaise³⁰, alors que s'y édifie le Mémorial de l'abolition de l'esclavage³¹.

Figure 1

Affiche-programme des Assises nationales des musiques et danses traditionnelles réunies à Orvault et Bouguenais (Loire-Atlantique), du 16 au 18 novembre 2007.

© FAMDT, conception graphique Anthony Parthenay.

- 9 En tant que directeur de la FAMDT, Laulanné a coordonné la mise au point du programme de la manifestation³². Lui est donc largement imputable la présence, parmi les intervenants, de Christian Hottin et de Jean-Michel Lucas³³. En fait, une session entière, intitulée « Musiques et danses traditionnelles : faire société », est consacrée aux conventions Unesco sur le patrimoine culturel immatériel et sur la diversité culturelle³⁴. Philippe Fanise, qui en assure la modération (**fig. 2**), suggère de faire fond sur le premier de ces textes pour « sortir de vieux débats sans issue (par exemple autour du terme « traditionnel ») »³⁵. Comme en écho, Jean-Michel Lucas (**fig. 3**) enjoint les « associations qui ont légitimité à dire la valeur » de saisir l'opportunité historique qui s'offre, avec ces textes, de changer fondamentalement les modes d'« élaboration des politiques culturelles » et de déclencher « un processus de démocratie participative appliquée au patrimoine »³⁶, afin de mettre en pratique ces « droits culturels » que la toute récente Déclaration de Fribourg (7 mai 2007) vient d'énoncer³⁷.

Figure 2

De g. à dr., Philippe Fanise, Bernard Coclet, Jan Lothe Eriksen et David Riopel à la tribune des Assises, durant la séance consacrée à la sauvegarde du PCI.

© FAMDT.

Figure 3

De g. à dr. Frédéric Vilcoq, André Cayot, Jean-Michel Lucas alias Kasimir Bisou, Robert Caro et Olivier Durif, président de la FAMDT, durant la session de clôture des Assises.

© FAMDT.

- 10 Ces échanges, comme l'ensemble des débats des Assises, sont supposés fournir l'ancrage du plan quinquennal (2009-2014) que la FAMDT conçoit au cours des mois suivants et dont l'énoncé est joint aux Actes³⁸. Dans la combinaison d'une « charte des valeurs partagées », d'« orientations stratégiques » et d'un « projet opérationnel », on relève en effet la fréquence des invocations aux deux conventions internationales³⁹ : pour étayer d'abord un positionnement éthique, déniait à l'État le monopole de la désignation du patrimoine dès lors que « les musiques et danses traditionnelles sont avant tout [...] sociales et collectives⁴⁰ » ; puis pour en déduire que ces textes ont radicalement délégitimé ce qu'on pourrait appeler les politiques culturelles de l'offre (ou « des créateurs »), juxtaposées à l'observation « des pratiques culturelles » car « la notion de patrimoine culturel immatériel nous autorise à ne plus opposer culture et social »⁴¹ ; pour nourrir enfin un programme opérationnel spécifique consistant à co-construire une « politique » du PCI, dont sera chargée de la mise en œuvre une nouvelle commission « Patrimoine »⁴².
- 11 À y regarder d'un peu plus près, toutefois, aucun engagement n'est souscrit quant au soutien, même simplement technique ou logistique, qui serait apporté aux adhérents désireux de s'engager dans une procédure d'inscription. Et les « chantiers » confiés à la commission se bornent à la poursuite de la collecte ainsi qu'à la diffusion et la valorisation des archives sonores et audiovisuelles constituées lors des collectages. Avec l'accomplissement des démarches nécessaires à l'accréditation de la « Fédé » comme expert auprès du comité intergouvernemental du PCI⁴³, on tient toute la feuille de route : des gestes plus que des amorces d'action.

Pierre angulaire, pierre d'achoppement

- 12 Une année presque blanche s'écoule entre la tenue des Assises et la préparation des actes pour l'impression, dont le volume paraît courant 2009 (**fig. 4**). Et il faut attendre la sortie de l'hiver pour que s'amorce vraiment la mise en œuvre du « projet 2009-2014 ». La surprise relative vient de ce qu'elle s'opère en plaçant le PCI au centre du discours et au cœur du dispositif. À ce degré, rien n'était moins attendu et ne semble pouvoir s'expliquer que par l'implication du nouveau président de la FAMDT⁴⁴, apparemment convaincu d'avoir trouvé l'instrument stratégique adéquat pour la remobilisation du réseau, dans un contexte de renouvellement générationnel dont il est lui-même l'emblème et qui touche nombre d'associations, à commencer par les CMT. Témoigne symboliquement de cette inflexion l'arrivée à la tête de la nouvelle commission d'une jeune administratrice exerçant, au sein de la structure qu'elle représente, des fonctions ressortissant de la diffusion⁴⁵. Surtout, est organisée à Céret, le 15 mai 2009, une « journée de travail FAMDT », intitulée « Pour une politique du PCI », qui est présentée en interne comme un conseil d'administration élargi aux « acteurs concernés par les trois chantiers définis dans le projet⁴⁶ », le PCI, premier cité, se trouvant ainsi désigné comme le plus important car déterminant pour les deux autres, à savoir, d'une part, « la transmission et les pratiques en amateurs », et, d'autre part, « le spectacle vivant professionnel⁴⁷ ».

Figure 4

Couverture des *Actes des Assises nationales des musiques et danses traditionnelles* édités par Marlène Belly, éd. Modal. Dessin de Serge Ceccaldi.

- 13 Le programme du séminaire est au niveau de l'ambition proclamée : il doit s'agir de dégager les voies et moyens pour « rendre complémentaires les actions des chercheurs,

des collecteurs [...] des documentalistes » et pour « promouvoir la notion auprès des pouvoirs publics⁴⁸ ». Car, soulignera le compte rendu, « le PCI est une notion centrale à la problématique des MDT », ce qui doit amener à envisager « une structuration dans laquelle la commission PCI serait transversale aux autres commissions⁴⁹ ». Dans l'immédiat, les participants sont mis à contribution pour préparer les premières éditions des Rencontres annuelles du PCI que la FAMDT prévoit de convoquer à Clermont-Ferrand en 2009 et à Céret, de nouveau, en 2010.

- 14 À dire vrai, l'abordage ne suit pas si promptement le branle-bas : les Rencontres clermontoises (**fig. 5**) se tiennent bien aux dates envisagées, les 27 et 28 novembre 2009⁵⁰, mais c'est seulement en juin 2010, deux ans et demi après les Assises nationales, que se réunit enfin, à Anost, la commission PCI, pourvue dans l'intervalle d'un nouveau président, Charles Quimbert, directeur de Dastum, dont on verra plus loin qu'il ne le cède en rien à POL quant à la ferveur pour le PCI. Pourtant, la dynamique fédérale est déjà en train de retomber. À lire le compte rendu⁵¹, la séance se résume à un tour de table de ce qui est réalisé et de ce qui est projeté dans les régions où évoluent les membres de la commission. Inaugurale, elle est aussi l'ultime. Quant aux rencontres annuelles PCI de la FAMDT, elles ne connaîtront pas de troisième édition. À peu près à la date où elles auraient dû avoir lieu, il faut se contenter, à Aix-en-Provence, d'une demi-journée de formation conçue par Philippe Fanise et programmée par l'Arcade-PACA⁵².

Figure 5

Affiche des « Deuxièmes Rencontres Nationales du Patrimoine Culturel Immatériel » organisées à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) les 27 et 28 novembre 2009 par l'Agence des musiques des territoires d'Auvergne.

Phot. André Hébrard, conception graphique : Julien Sagne.

- 15 Aussi est-ce un peu à contretemps qu'au tournant des années 2009 et 2010, le CIRIEF officialise une « prise de position⁵³ » consistant à sonner l'alarme contre une menace un rien fantomatique. Cette « société savante », comme le Centre se définit lui-même, rassemble une petite vingtaine d'ethnomusicologues spécialistes du domaine français, parmi lesquels plusieurs ont exercé des fonctions de direction dans des CMT et siégé au conseil d'administration de la FAMDT, à commencer par son président Luc Charles-Dominique. Depuis sa création, en 2007, le CIRIEF est d'ailleurs adhérent de la FAMDT et a même obtenu un poste d'administrateur, sans pour autant que ses membres marquent une grande assiduité aux réunions statutaires. La relation un peu distante mais de bon voisinage s'altère soudain à l'automne 2010, par suite de l'envoi d'un courriel, signé par le président de la FAMDT⁵⁴, qui, en conformité tardive avec une prescription du « projet opérationnel » sur l'association du CIRIEF aux travaux de la commission PCI⁵⁵, non moins qu'en cohérence avec la ligne validée par les Assises, quoique peut-être un ton au-dessus, présente le PCI comme la « pierre angulaire » dudit projet et propose qu'il devienne « le référent commun des CMT ». Charles-Dominique perçoit dans cette amorce de motion un risque de dérive confirmant des appréhensions anciennes⁵⁶. L'année précédente, en effet, le CIRIEF avait tenu, dans les locaux parisiens du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, et pour amorcer un partenariat avec la mission Ethnologie, dont il espérait qu'il déboucherait sur la sollicitation régulière d'expertises⁵⁷, une journée d'étude intitulée « Le PCI musical en France, regards sur une notion problématique⁵⁸ ». « Problématique » lui paraît ce « processus⁵⁹ du PCI » quand il consiste à « sélectionner », donc à « essentialiser [...] un fait culturel », à « instaurer un processus de compétition [...], d'exacerbation des identités individuelles et collectives, de muséification et de réification des cultures », ou encore quand, sous couvert de « patrimonialisation », les « tentations de repli » se déploient, au service « d'une stratégie de repositionnement identitaire ». On cite là des extraits de la lettre ouverte, datée du 18 décembre 2010, qui met en forme la « prise de position du CIRIEF sur le PCI et la FAMDT » signalée ci-dessus, telle qu'elle a été arrêtée lors de l'assemblée générale tenue le même jour, et au terme de laquelle le principe du non-renouvellement de l'adhésion a été adopté⁶⁰.
- 16 Même si les formes sont mises pour une « clarification [...] sans aucun esprit polémique », [car] « il ne s'agit pas de dénoncer ni de condamner des initiatives, des structures ou des individus pour lesquels le CIRIEF a la plus grande considération », le dégagement, pour parer à l'instrumentalisation de la recherche, est sans appel. Acte lui en est donné par Charles Quimbert, répondant en tant que « vice-président de la FAMDT en charge du PCI », dans une lettre⁶¹ où il commence par rappeler que le projet fédéral lie un texte dont il n'est pas fait « une récitation aveugle » à l'autre convention Unesco, celle sur la diversité culturelle, parce que, combinés, ils instaurent un nouveau rapport de forces entre les individus et les États ; soulignant que la FAMDT s'interroge non moins que le CIRIEF « sur les dangers d'une patrimonialisation excessive », assurant qu'il n'y a nullement préconisation d'« inscription sur les listes », récusant enfin une quelconque « stratégie de repositionnement identitaire », il souligne en conclusion « que le terme de PCI n'est ni plus ni moins heureux que celui de « musiques traditionnelles » qui a soulevé, lui aussi, bien des débats », ce qui n'était sans doute pas l'argument le plus à même de désarmer un universitaire, fût-il un ancien « folkeux », d'autant que Quimbert pointe, *in cauda venenum*, la contradiction qui résiderait dans le refus du CIRIEF de « devenir acteur de cette patrimonialisation » tout en proposant son expertise à l'administration culturelle qui est chargée de l'accompagner quand elle ne la pilote pas.

- 17 Au-delà de l'irréductibilité de l'antagonisme avec un compagnon de route présent dans le mouvement depuis plus de trente ans⁶², l'épisode ébranle l'union apparemment sacrée que le PCI semblait avoir forgée, tant au niveau fédéral que dans les interactions de la FAMDT avec ses connaissances dans les sphères administratives et académiques. Et il accélère la remise en cause puis bientôt l'abandon du « programme opérationnel » qui figurait, si peu auparavant, en proue du « projet 2009-2014 ». La vigueur des attaques du CIRIEF n'est cependant pas la seule cause du désengagement. À partir de la rentrée 2010 et jusqu'à la fin de l'année 2011, l'aggravation de tensions anciennes entre les administrateurs et l'équipe salariée perturbe vivement le fonctionnement des instances centrales de la FAMDT. Ce qui les amène, par défaut, à laisser, en matière de PCI, l'initiative aux composantes qui souhaitent s'en saisir : en métropole, deux CMT seulement, Dastum et l'AMTA, tentent l'expérience⁶³.

Variations régionales sur un thème international

- 18 Il n'est pas indifférent que ces deux centres soient implantés en Auvergne et en Bretagne, régions à l'identité historiquement marquée et où les musiques et les danses des « anciens milieux paysans⁶⁴ », recueillies auprès des derniers porteurs de traditions, sont régulièrement convoquées pour garantir la pertinence des revendications identitaires, même si ce trait est plus marqué ici que là. D'une vigilance aguerrie quant à la résurgence d'un risque constitué bien avant l'émergence du concept et du dispositif du PCI, les responsables des CMT concernés semblent avoir en partie décidé de faire fond sur celui-ci pour conjurer celui-là.
- 19 À des degrés divers d'engagement, de persévérance et de résultats, cependant. Au cœur des « territoires d'Auvergne » qui forment le fief de l'AMTA⁶⁵, l'arrondissement du PCI, si répétée qu'en soit l'invocation, demeure presque cyniquement pragmatique, au reste épisodique et confiné dans l'équivalent socio-culturel de la communication d'entreprise. Son directeur reconnaît tout uniment que le CMT « s'envisage plus comme une agence de lobbying sur la notion du PCI qu'une structure spécialisée défendant un pré carré esthétique⁶⁶ ». L'annonce, au terme des Rencontres évoquées ci-dessus, de la création d'un « conseil régional du PCI en Auvergne⁶⁷ » ne s'est (toujours) pas concrétisée, six ans plus tard. Au motif qu'il n'y a « pas d'intérêt pour l'instant en Auvergne pour une inscription d'un objet sur une liste de sauvegarde⁶⁸ », l'équipe de l'AMTA s'est d'ailleurs expressément gardée d'envisager qu'une candidature de la bourrée ne serait pas nécessairement irrecevable⁶⁹. Il est vrai que l'aire d'appellation de cette danse, pour ne rien dire de sa pratique revivaliste, excède nettement l'Auvergne... Aujourd'hui, dans les éléments de langage du CMT, la locution « PCI » sert simplement d'enseigne pour qualifier les opérations de collecte et de valorisation de la mémoire orale⁷⁰ dans ces « territoires » dont le « développement » peut s'appuyer sur son « potentiel⁷¹ ». Cet emploi quelque peu restrictif, ou pour mieux dire ce raccourci, friserait le travestissement s'il était délibéré. Il semble plutôt que cette « confusion entre un patrimoine immatériel dans le sens de la convention et l'immatérialité de la mémoire⁷² » procède d'une lecture certes hâtive mais devenue commune.
- 20 En Bretagne, l'appropriation du concept a été d'une autre profondeur. Toutefois, avant l'ébranlement d'un collectif, l'amorce du processus est le fait d'une personnalité qui a joué un rôle déterminant, supérieur à l'effet de légitimation qu'était censée produire l'organisation dont il procédait. Il s'agit bien entendu de Charles Quimbert, président

(2004-2007) puis directeur (2007-2012) de l'association Dastum, déjà croisé à plusieurs reprises au fil des pages précédentes.

- 21 Pourtant, de son propre aveu, la découverte du PCI a été presque fortuite, à l'occasion d'un séjour en Guadeloupe où il avait été invité pour une campagne de collectage par les fondateurs du centre Rèpriz. Les dates de ce séjour ultramarin jouxtant celles du séminaire d'ethnomusicologie caribéenne (juillet 2007) auquel il a assisté en auditeur libre, Quimbert a ainsi trouvé l'occasion d'entendre Christian Hottin présenter la convention. Il a pressenti qu'elle offrait « un outil pour faire évoluer le discours et l'ancrer dans la société contemporaine⁷³ », sans nécessairement engager une candidature auprès du comité intergouvernemental, car « Si Dastum ne fait que la numérisation ou même une bonne documentation, c'est figé. En portant ce dossier [du PCI], Dastum est sur une question sociétale, donc pérennisable »⁷⁴. Comme l'ont pressenti les chercheuses du CRBC, « La nouvelle dynamique induite par le PCI [...] permet de rester dans une perspective de projet, condition nécessaire pour survivre dans une mouvance associative souvent fragile financièrement et pour tenir sa place dans le nouveau paysage patrimonial⁷⁵ ». La mise était donc tactique ; la manœuvre sera exemplaire. L'une comme l'autre inspirées par la conviction, indubitablement sincère, que la convention s'inscrit dans le système de valeurs sur lesquelles le « chanteur-collecteur » qu'est aussi Quimbert fonde toute son action.

Figure 6

Flyer des premières « Rencontres du patrimoine culturel immatériel de Bretagne » organisées à Rennes les 12 et 13 décembre 2009 par Dastum et l'Institut Régional du Patrimoine de Bretagne.

Conception graphique : Caroline Le Marquer, Dastum.

- 22 Encadrée par deux rencontres (**fig. 6**) où sont à chaque fois intervenus, aux côtés de responsables associatifs, des élus, des chercheurs et des administrateurs⁷⁶, l'entreprise

aura besoin de quatre ans pour se déployer. S'il est superflu d'en détailler la chronique, au reste toujours accessible sur le site de Dastum⁷⁷, on doit souligner que les promoteurs ont veillé à mettre en scène leur capacité à donner consistance démographique et visibilité à la « communauté » mobilisée : ils y sont parvenus en présentant au fil de réunions publiques et en reformulant, grâce aux contributions suscitées par leur démarche participative, un « Appel à la reconnaissance du PCI en Bretagne » qui a suscité l'adhésion d'une centaine de collectivités territoriales s'engageant à inscrire la notion dans leur politique culturelle. A ensuite été organisé à Poullaouen, commune du centre Bretagne connue des amateurs comme le foyer revivaliste du *kan ha diskan*, un « grand débat public » relevant de la démocratie participative et visant à dégager les « actions à entreprendre pour la sauvegarde et la valorisation du *fest-noz* ». » Car tel est finalement l'enjeu de la candidature à une inscription sur la liste de l'Unesco, émergeant en somme tardivement d'un processus consultatif tous azimuts, non pas tant parce que l'abondance des objets inscriptibles aurait induit l'embarras du choix mais plutôt par le fait d'une identification très progressive des critères les plus susceptibles d'emporter la conviction des membres du comité intergouvernemental, croisée avec le souci de valoriser une pratique culturelle et de sociabilité ménageant de fortes interactions entre public et organisateurs.

- 23 Dans ses premiers échanges avec la mission Ethnologie, au début de l'été 2009, Charles Quimbert énumère quatre dossiers portant sur des « éléments du patrimoine culturel immatériel breton » en cours de préparation (« les danses en rond, [...] les différentes formes d'avant-deux, le chant à répondre, le couple de sonneurs, la pratique du conte en Bretagne »), avant de s'aviser qu'il pourrait être préférable de « favoriser les lieux d'expression (*fest-noz*, veillée, randonnée, repas chanté, lieux d'enseignement)⁷⁸ ». Mais c'est plus d'un an après que les mailles du filet se resserrent autour du *fest-noz*, rassemblement particulièrement... rassembleur puisqu'il évite d'avoir à privilégier une danse « au détriment de toutes les [autres]⁷⁹ ». À nouveau, le choix est tactique et trouve sans faillir l'écho populaire recherché, dont témoignent les plus de sept mille signatures recueillies par la pétition demandant l'inscription ; ensuite, plus de deux années de travail documentaire et d'explications s'avéreront encore nécessaires pour en vérifier la pertinence, jusqu'à la décision de l'Unesco d'inscrire sur la liste représentative ce qu'il définit comme un « rassemblement festif basé sur la pratique collective des danses traditionnelles de Bretagne⁸⁰ ».
- 24 Pour autant n'a pas été abandonnée par l'équipe de Dastum et la « communauté » qu'il a instituée l'option, moins alternative que parallèle, d'une candidature du chant à écouter, en raison de sa « vitalité impressionnante » hier et de tout ce qui, aujourd'hui, fait ressortir la « nécessité de [sa] sauvegarde [...] [:] la fragilité de la transmission, la rareté des lieux d'expression⁸¹ ». Toutefois, la première version du dossier de candidature pour le chant à écouter, déposée à la fin de l'hiver 2011, n'est pas acceptée par le ministère ; si une seconde a été validée par l'administration au printemps 2012, sa soumission au comité intergouvernemental ne semble plus aujourd'hui (2016) d'actualité.
- 25 À côté de la démonstration qu'il est possible à un collectif non préexistant de s'instituer en co-fondateur d'une politique culturelle, et après la mise en évidence que la démarche de promotion sera d'autant plus recevable qu'elle concernera une pratique artistique massive, plutôt qu'un type immémorial de performance ou de répertoire, la geste de l'inscription du *fest-noz* porte un troisième enseignement, quelque peu paradoxal. Les dividendes en termes de retour sur l'investissement culturel – et politique – que Dastum

avait consenti, en menant l'opération à bon port, ont aussitôt été réinvestis dans la création, sous le patronage de l'exécutif régional, d'une nouvelle « association de promotion et de diffusion de la matière culturelle de Bretagne », Bretagne Culture Diversité⁸² (BCD), laquelle se voit confier des missions l'érigeant en chef de file pour tout ce qui regarde le PCI dans la péninsule armoricaine (**fig. 7**), notamment la « réalis[ation de] l'Inventaire permanent du PCI breton⁸³ » et la coordination du groupe de travail dédié

⁸⁴.

Figure 7

Logotype de l'association Bretagne Culture Diversité, dont la direction est assurée depuis sa création par Charles Quimbert, artisan de l'inscription du fest-noz sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel.

Conception graphique : service Communication de la région Bretagne.

- 26 La force des liens personnels entre les responsables de Dastum et ceux de BCD⁸⁵, le partage constant des centres d'intérêt entre les deux associations et même le travail collaboratif que procurent de nouveaux projets d'actions partagées ne sauraient annihiler le message que porte la segmentation organisationnelle et qu'on peut étendre à l'échelle nationale, à savoir que le PCI n'a pas ouvert une voie royale aux CMT en quête de nouvelle frontière. Et guère davantage aux associations non conventionnées, à l'exception peut-être de la Maison du patrimoine oral – Bourgogne (**fig. 8**), liée à l'écomusée du Morvan dont elle gère une des maisons à thème, et qui, dans un manifeste publié au début de 2016⁸⁶, affirme son ambition d'animer le réseau « des acteurs du PCI dans la région⁸⁷ » et de créer « un événement annuel régional à Dijon⁸⁸ ». Ou encore de sa réplique de Haute-Bretagne, la Granjagoul, fondée en 2002, ouverte comme « Maison⁸⁹ » en 2010, sur la base d'un projet explicitement et exclusivement dédié à la valorisation du PCI⁹⁰. Mais il est encore un peu tôt pour présumer des fruits que ces jeunes pousses porteront.

Figure 8

Logotype de la Maison du patrimoine oral Bourgogne (MPO-Bourgogne), implantée à Anost (Saône-et-Loire).

Conception graphique : Yves Nivot.

La proie pour l'ombre ?

- 27 L'histoire du très contemporain, telle que pratiquée dans le présent essai sur les démêlés du mouvement « trad' » avec le PCI, se doit plus qu'aucune autre de passer au large de toute posture prédictive. Mais avec la prudence qui s'impose, il paraît admissible de tirer un bilan d'étape soulignant qu'il n'y pas eu d'engagement durable, et surtout pas à l'échelle de l'instance fédérale, dans la dynamique française du PCI. Sans doute certaines figures de la mouvance ont-elles été un temps sensibles aux attraits, mis en évidence par Laurier Turgeon, de ce « régime qui valorise la transformation des pratiques culturelles, la performance de la personne et l'expérience sensible de la culture »⁹¹. Mais cela n'en a pas fait, quoiqu'on en ait dit, des « incontournables⁹² » parmi les acteurs du PCI car elles ont assez vite considéré que, dans ce processus, les inconvénients l'emportaient sur les avantages. Aussi les marques de rejet du greffon ont-elles eu tendance à se multiplier. On peut même invoquer une poussée d'anticorps face à ce qui a été perçu comme une nouvelle attaque opportuniste d'un « virus folklorique » embarqué à bord de la nef Unesco. La réplique peut *a priori* déconcerter tant elle contraste avec le comportement des responsables des écomusées, proches à maints égards des « tradeux », lesquels ont plutôt vu dans le PCI « une formidable opportunité d'afficher une autre visibilité [...], de sortir d'une vision folkloriste et promotionnelle pour montrer en quoi la tradition incarne un patrimoine vivant, réactivé, inscrit dans le contemporain⁹³ ». Aussi est-il nécessaire pour comprendre de remonter aux origines du mouvement revivaliste issu de

la vague « folk ». Dans ces « années 68 », il se construit en effet expressément en réaction contre le folklorisme, dont étaient perçus comme également insupportables, d'une part, la représentation à la fois figée et peu informée, historiquement, des musiques et des danses exécutées par les groupes folkloriques, et, d'autre part, les discours nostalgiques, réactionnaires au sens propre, accompagnant leurs prestations.

- 28 Ce rejet se fondait initialement sur des considérations esthétiques, où il est loisible de voir un recyclage de l'éternelle querelle des anciens et des modernes, laquelle opposait aussi, dans les mêmes années, pour l'interprétation des musiques anciennes, les « baroqueux » aux exécutants plus académiques ; mais il reflétait aussi des aspirations à d'autres modes de sociabilité que ceux, benoîtement paternalistes voire patriarcaux, qui présidaient au fonctionnement des ensembles costumés⁹⁴. La réprobation idéologique est venue plus tard, durant le second septennat de François Mitterrand, avec la revisite en forme d'exorcisme national de ce « passé qui ne passe pas⁹⁵ » et la démonstration par Christian Faure que le folklore avait été le socle du *Projet culturel de Vichy*⁹⁶. Mais elle a évidemment renforcé le sentiment d'une incompatibilité radicale avec des cercles décidément infréquentables.
- 29 Car le PCI n'a pas manqué d'inciter à faire de nouveau des propositions de rapprochement des associations et des personnalités du mouvement folklorique que la FAMDT s'était ingéniée à tenir à distance. Elles ont en particulier émané d'un entrepreneur culturel vendéen, créateur d'un Office du patrimoine culturel immatériel (OPCI), dont l'offre de prestations de services cible principalement les collectivités territoriales en demande d'expertises pour la valorisation touristique d'un folklore prétendument local⁹⁷. Même occasionnelle, la cohabitation qui en a résulté sur un terrain somme toute réduit a provoqué quelques haut-le-corps démobilisateurs. Quoiqu'il faille y voir plus un excipient que le principe actif du désinvestissement sensible depuis le début des années 2010.

Figure 9

Couverture des *Actes du colloque de Clermont-Ferrand sur les musiques traditionnelles*, organisé du 7 au 9 avril 1984 par les Musiciens Routiniers, « De la recherche à la création », Canope, Clermont-Ferrand, 1986.

Repro. F. Gasnault.

- 30 La molécule en question se confond avec le projet absolument constant de la mouvance « trad' » que résume un slogan, apparu en 1984 (**fig. 9**) mais qui aurait déjà été valide dix ans auparavant : « de la recherche à la création⁹⁸ ! ». Des deux substantifs, le second compte bien plus que le premier, qu'il faut entendre comme le moyen d'atteindre l'objectif auquel il est assujéti. Le « collectage » auquel tant de musiciens « trad' » s'adonnent alors est mené, au moins au départ, sans ambition et même sans conscience patrimoniale ; l'accumulation d'enregistrements qu'il produit très vite est presque aussitôt recyclée dans des prestations scéniques et elle sert surtout à structurer la mémoire musicale des interprètes en les pourvoyant de motifs qui seront autant de supports de variations puis d'improvisations, quand la maîtrise du jeu instrumental sera acquise. Certes fait bientôt consensus la reconnaissance de la nécessité d'archiver, de conserver et de cataloguer (ou d'inventorier) les collectes ; des centres de ressources sont alors créés dans les associations les mieux armées méthodologiquement. Mais sans réelle prise en compte des enjeux symboliques de la préservation patrimoniale : c'est ici et maintenant, et dans leur exploitation par les musiciens en activité, que ces banques de données sonores trouvent leur seule justification. Ces musiciens entendent incorporer à leur jeu ce que le terrain leur a apporté mais sans répéter ni imiter car, s'ils jouent d'oreille, s'ils affichent leur statut de non-lecteurs de partition, c'est parce qu'ils s'inscrivent dans un processus créateur, et nullement dans un dispositif patrimonial.
- 31 Sans doute, le projet a-t-il aussi une dimension sociale. Les musiciens venus des villes ont été marqués et parfois transformés par la rencontre avec des informateurs qu'ils ont

institués, pour les plus impressionnants d'entre eux, maîtres de sagesse et de vie. En faisant retentir loin de leur aire de collecte les airs qui leur ont été confiés, soucieux de payer leur dette, ils concourent très intentionnellement par leurs prestations à la réhabilitation des cultures paysannes, à leur légitimation même posthume – car ils sont lucides sur l'irréversible « fin des paysans » –, et plus globalement à la remise en cause de hiérarchies qui ne sont pas seulement culturelles. Ils apprécient donc l'appui que leur procure la convention internationale sur la diversité culturelle, de même qu'ils se font les propagandistes des droits culturels, lesquels, dans leur globalité, tiennent plus que jamais une place éminente dans le discours politique de la FAMDT.

- 32 Toutefois, qu'ils aient commencé à « sonner » dans les années 1970 ou bien après, ces musiciens ne placent rien au-dessus de leur liberté de créateur. Ce qui valait pour la génération des collecteurs est d'autant moins susceptible d'être remis en cause par la génération montante, nourrie de l'écoute des enregistrements de terrain, qu'elle vient numériquement augmenter, et par la communauté professionnelle des musiciens « traditionnels », sous-population de ces « musicos⁹⁹ » que caractérisent la précarité des positions économiques et la dépendance par rapport au régime de l'intermittence. Par nécessité autant que par conviction, ils se réalisent dans la création et ne voient pas comment la conservation et la promotion du PCI parviendraient à réunir les conditions d'une alternative artistiquement séduisante et financièrement rémunératrice.
- 33 En définitive, tous cheminent, plus ou moins consciemment, sous le regard de deux modèles ou de deux figures tutélaires : la première, intimidante voire écrasante, est celle de Bartok, le compositeur-ethnographe dont l'œuvre ré-élabore radicalement le matériau collecté ; la seconde, plus à portée, mais aussi plus confidentielle, ce qui correspond bien au désir de former une société un brin secrète, est celle de Joset l'ébervigé¹⁰⁰, héros du roman de George Sand *Les Maîtres sonneurs* [1853], en butte à l'hostilité de « maîtres » englués dans leur routine mais qui sait tirer de sa cornemuse des sons inouïs. Quoiqu'irréductibles à quelque procédure d'inscription que ce soit...

NOTES

1. - Dont l'article 2 « Définitions » précise à son al. 2 que « le [PCI] [...] se manifeste notamment dans [...] les traditions et expressions orales [...], les arts du spectacle [et] les pratiques sociales, rituels et événements festifs ».
2. - Au bénéfice successif du *maloya*, du *cantù in paghjella*, du *fest-noz* et du *gwoka*.
3. - Inscriptions du *cantù in paghjella* sur la liste de sauvegarde urgente et du *maloya* sur la liste représentative.
4. - Accessibles sur le site : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Inventaire-en-France/Inventaire/Fiches-de-l-inventaire-du-patrimoine-culturel-immateriel>.
5. - Elles traitent de la fabrication des sonnailles et du « tom-tom », du chant choral serbe en France, de la fête de Notre-Dame de la Visitation à Vievola (Alpes-Maritimes) et du *fest-noz*.
6. - Acronyme de « Fédération des associations de musiques et danses traditionnelles ».

7. - Associations conventionnées avec le ministère de la Culture sur la base d'un cahier des charges exigeant (collecte, conservation et mise à disposition d'archives sonores, formation, création, diffusion et valorisation). Les neuf CMT en activité en 2016 sont implantés dans les régions suivantes : Auvergne-Rhône-Alpes (2), Bretagne, Guadeloupe, Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine (2), Occitanie, (La) Réunion. Par la diversité des actions engagées, une association normande (La Loure) et une autre implantée dans le Morvan (Maison du patrimoine oral – Bourgogne) peuvent être assimilées au modèle « CMT ».
8. - La requête dans le menu « Rechercher » n'amène aucun résultat sur le site du CMTRA (<http://www.cmtra.org>) et il en va de même sur ceux de deux acteurs importants, le CIMP (<http://www.music-ceret.com>) et Le Nouveau Pavillon (<http://lenouveaupavillon.com>) [consultés le 23/09/2016].
9. - Document téléchargeable sur le site : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Les-acteurs-du-PCI>. Il est le complément d'un rapport référencé ci-après (note 13).
10. - Faute d'actualisation de l'enquête, on se gardera de toute conjecture sur les évolutions intervenues depuis quatre ans, tant en chiffres absolus qu'en pourcentage.
11. - HOTTIN, Christian. « Entre ratification et inscriptions. La mise en œuvre d'une politique du patrimoine culturel immatériel en France (2006-2010) ». *Terrain*, 2011, 57, § 19.
12. - CENTRE DE RECHERCHE BRETONNE ET CELTIQUE (CRBC). *État des lieux des acteurs du patrimoine culturel immatériel français*, rapport de fin de recherche par Léna Le Roux et Marion Rochard. Brest : 2012.
13. - *Ibid.*, p. 14.
14. - *Ibid.*, p. 16.
15. - Voir « L'inscription du chant polyphonique corse à l'Unesco », texte anonyme publié sur le site *Racines corses/E ràdiche corse* : <http://racines-corses.fr/polyphonie/linscription-du-chant-polyphonique-corse-a-lunesco/> (consulté le 23/09/2016).
16. - Jean-Paul Poletti, fondateur (en 1995) et directeur de l'ensemble polyphonique masculin Le Chœur de Sartène, et Petru Guelfucci, ancien membre du groupe *Cantù U Populu Corsu* et fondateur de l'association *Cantù in paghjella*.
17. - Sur proposition du Conseil exécutif (mai 2005), l'Assemblée de la collectivité territoriale de Corse adopte en août 2005 une délibération sollicitant du gouvernement français l'engagement de la procédure d'inscription sur la liste de sauvegarde auprès du comité intergouvernemental de l'Unesco.
18. - En la personne de l'ethnomusicologue Dominique Salini, professeure à l'université de Corte et directrice de la thèse que Michèle Glinatsis, qui avait été l'épouse de Petru Guelfucci et la vice-présidente du CMT Corse, a soutenue en 2009 sous le titre *Élaboration d'une politique publique en faveur des musiques traditionnelles : un enjeu pour la Corse*.
19. - CHARLES-DOMINIQUE, Luc et DEFANCE, Yves (dir.). *L'Ethnomusicologie de la France. De l'ancienne civilisation paysanne à la globalisation*. Actes du colloque de Nice, 15-18 novembre 2006. Paris : L'Harmattan, coll. « Ethnomusicologie et anthropologie musicale de l'espace français », 2009. C'est en quelque sorte sur la lancée de ce colloque que les mêmes Charles-Dominique et Defance fondent en 2007 le Centre international de recherches interdisciplinaires sur l'ethnomusicologie de la France (CIRIEF), dont il sera question ci-après.
20. - Alors que depuis une dizaine d'années, la direction de la Musique, de la Danse, du Théâtre et des Spectacles avait tendu à devenir l'interlocuteur exclusif de la « Fédé ».
21. - Docteur ès sciences économiques, il a terminé sa carrière académique en 2012 comme maître de conférences à l'université de Rennes-II.
22. - Sous ces deux signatures, nombre de ses textes sont accessibles sur le site : <http://www.irma.asso.fr/Jean-Michel-Lucas-Doc-Kasimir> [consulté le 02/10/2017].

23. - Jean-Michel Lucas a été de mai 1990 à avril 1992 conseiller technique au cabinet de Jack Lang, ministre de la Culture, puis directeur des Affaires culturelles de la région Aquitaine jusqu'à la fin de l'année 1998.
24. - Le compagnonnage avec la FAMDT s'est poursuivi, presque sans solution de continuité. Il s'est renforcé récemment, J.-M. Lucas siégeant depuis 2014 au conseil d'administration de la FAMDT, comme personnalité qualifiée.
25. - L'Arcade PACA a été assimilée à un CMT, jusqu'au départ en 2014 de Philippe Fanise, qui n'a pas été remplacé.
26. - Selon une information publiée le 23 décembre 2008 sur le site *Gens de la Caraïbe* sur le site http://www.gensdelacaraibe.org/index.php?option=com_content&view=article&id=3556&Itemid=200063 (consulté le 23/09/2016).
27. - Un compte rendu de ce séminaire, par Christian Hottin, est accessible sur le site : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Patrimoine-culturel-immateriel/Recherche-et-Formations/Publications/Compte-rendu-du-4e-seminaire-d-ethnomusicologie-caribeenne-2007>.
28. - « MDT » pour « musiques et danses traditionnelles ».
29. - Chérif Khaznadar l'avait accueillie à la Maison des cultures du monde. Sur cet événement et sur les précédentes « assises des collecteurs » intervenues en 1982, je me permets de renvoyer à mon étude *La Marche des mille ou l'apothéose involontaire des musiques traditionnelles*, parue en 2016 dans la collection des Carnets du Lahic, multimédia, et accessible en ligne à l'adresse <http://www.iiaa.cnrs.fr/article2815.html> [consulté le 04/10/2017]. À noter encore qu'entre les assises nationales de 1989 et 2007 s'intercalent des Assises européennes des musiques et danses traditionnelles, tenues à Perpignan du 31 octobre au 2 novembre 1997 : avec Jany Rouger, alors directeur de la FAMDT, Philippe Fanise en a été le principal orchestrateur.
30. - Précisément à Orvault puis à Bouguenais, ville d'implantation du Nouveau Pavillon (LNP), nouvelle « scène conventionnée musiques traditionnelles ». Ouverte en 2004 et dirigée par Sylvain Girault, chanteur et vice-président de la FAMDT, LNP symbolise, par sa localisation dans une métropole régionale projetant une image de grande modernité, la volonté du mouvement « trad' » de prendre (ou de reprendre) pied en milieu urbain.
31. - Aboutissement d'un examen de conscience historique amorcé en 1992 avec l'exposition « Les Anneaux de la Mémoire » et qui a pris un tournant décisif en 1998, année du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage. L'ouverture au public du Mémorial n'est cependant intervenue qu'en mars 2012.
32. - Dont l'édition des actes, sous le titre *Des racines au rhizome*, a été établie par l'ethnomusicologue Marlène Belly.
33. - Ainsi que celles de Félix Cotellon et Dominique Cyrille, responsables du Centre Rèpriz, mais aussi de Dominique Salini.
34. - L'un des intervenants à cette session est Christian Hottin, lequel, dans l'article déjà référencé à la note 12, prenant la partie pour le tout, présente les Assises comme « un congrès consacré au PCI » (§ 20).
35. - BELLY, Marlène (éd.). *Op. cit.* S.l. : Modal, 2009, p. 148.
36. - *Ibid.*, p. 192 et 194.
37. - Et qui ont depuis été introduits dans le droit positif français (article 103 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 sur la nouvelle organisation territoriale de la République, en abrégé loi NOTRe).
38. - BELLY, Marlène (éd.). *Op. cit.*, p. 206 à 237, les pages 239 à 241 étant dédiées à des annexes où sont reproduits des extraits des deux conventions.
39. - *Ibid.*, p. 213, 221, 223, 227, 234.
40. - *Ibid.*, p. 221-222, *passim*.
41. - *Ibid.*, p. 227.
42. - *Ibid.*, p. 234.

43. - La démarche a été effectuée en 2008, comme en témoigne le formulaire de candidature téléchargeable à l'adresse <http://www.unesco.org/culture/ich/fr/9-accréditation-d-ong-00249>. Optant ouvertement pour une tactique d'entrisme, l'équipe salariée de la FAMDT a par ailleurs conseillé les CMT qui ont souhaité, eux aussi, être accrédités, ce qui a été le cas au moins de l'AMTA et de l'UPCP-Métive.
44. - Le chanteur Sylvain Girault, fondateur et directeur du Nouveau Pavillon, où s'était déroulée la dernière journée des Assises de novembre 2007.
45. - Il s'agit d'Emmanuelle Perrone, alors directrice adjointe de l'Association nationale Cultures et Traditions (ANCT) et chargée de production de son festival, « Les cultures du monde », qui se tient chaque été à Gannat (Allier) depuis 1974. Son départ en 2010 de l'ANCT entraîne son remplacement à la tête de la commission par Charles Quimbert, directeur de Dastum.
46. - Convocation s.d., archives électroniques non cotées de la FAMDT.
47. - *Ibid.*
48. - *Ibid.*
49. - *Ibid.*, compte rendu de la journée de travail du 15 mai 2009.
50. - Le programme en reste accessible en ligne à l'adresse : <http://lafeuilleamta.fr/wp-content/uploads/2009/10/Programme-Rencontres-PCI.pdf> (consulté le 23/09/2016).
51. - Consulté dans les archives électroniques non cotées de la FAMDT.
52. - Au titre des « Zoom Arcade », demi-journées mensuelles « d'information professionnelle » à l'intention « des professionnels du spectacle vivant ». Un compte rendu, accessible en ligne sur le site : <https://phonothèque.hypotheses.org/4297> (consulté le 23/09/2016), y résume les interventions de Chérif Khaznadar et de Charles Quimbert.
53. - Texte accessible en ligne sur le blog de l'ethnologue Cyril Isnart sur le site : <http://pciich.hypotheses.org/746> [consulté le 23/09/2016].
54. - Non plus Sylvain Girault mais Arnaud Caillé, directeur d'un CMT important, l'Union Poitou-Charentes pour la culture populaire (UPCP-Métive).
55. - BELLY, Marlène, *Op. cit.*, p. 234 : « La commission patrimoine de la FAMDT devra impliquer le CIRIEF, des universitaires, des professionnels et le milieu associatif ».
56. - Et largement partagées dans la communauté disciplinaire, comme le relèvent Léna Le Roux et Marion Rochard : « Les ethnologues adoptent une attitude de prudence ou posent un regard critique face à la jeune notion [...] » (CRBC. *Op. cit.*, p. 14).
57. - On lit dans le compte rendu de l'assemblée générale 2008 du CIRIEF, tenue le 24 janvier 2009, que « la Mission à l'ethnologie [a exprimé le] souhait [que s'engage] une réflexion à long terme autour du PCI. Une proposition a été faite au CIRIEF pour qu'il apporte un regard décentré, désintéressé, critique, analytique, qu'il soit un soutien scientifique, un partenaire d'expertise pour le traitement des dossiers [...] » : texte disponible sur le site du CIRIEF : http://cirief.fr/images/publications/AG_Exercice_2008.pdf [consulté le 23/09/2016].
58. - Le programme de cette journée d'étude est accessible en ligne sur le site du CIRIEF : <http://cirief.fr/le-cirief/manifestations/55-le-patrimoine-culturel-immateriel-musical-en-france-regards-croises-sur-une-notion-problematique> [consulté le 23/09/2016]. Il n'y a pas eu d'édition des actes.
59. - Il est au reste symptomatique que le terme de « processus », qui s'inscrit dans un registre de dynamique sociale, soit systématiquement employé à la place de « dispositif », de tonalité plus juridique, alors même qu'il ne se rencontre jamais dans la convention de l'Unesco.
60. - Le compte rendu de cette assemblée générale est consultable en ligne sur le site : http://cirief.fr/images/publications/ag_exercice_2010.pdf [consulté le 23/09/2016]. Y est relatée la « discussion suite à l'interpellation de la FAMDT autour de la question du PCI » ; soumise au vote, la décision de ne pas renouveler l'adhésion à la FAMDT a été acquise par 5 voix pour, 1 contre et 2 abstentions.

61. - Datée du 13 avril 2011 ; consultée dans les archives électroniques non cotées de la FAMDT.
62. - La rupture n'a cependant pas été consommée puisque des administrateurs de la FAMDT sont toujours membres du CIRIEF, dont le président a d'ailleurs tenu à répondre, à titre personnel mais sur un ton plus accommodant, à la lettre de Quimbert : il y assure se sentir « toujours très proche de ce mouvement », dit comprendre que, dans un contexte financier toujours tendu, « tout le monde essaie de surfer sur la vague « PCI », en concédant que « ce n'est évidemment pas condamnable », avant de s'interroger : « devons-nous absolument “préserver” », “sauvegarder”, “conserver” des pratiques qui, pour beaucoup, n'ont déjà plus cours ? Ou bien notre spécificité n'est-elle pas tout simplement de permettre à tous ceux qui le souhaitent [...], grâce à une maîtrise de leur propre projet culturel [...], de développer comme ils l'entendent des pratiques musicales ou chorégraphiques, en les actualisant et en les modifiant à leur gré ? » Et Charles-Dominique conclut qu'il envisage de retourner sur le terrain pour « visiter un certain nombre de régions et de structures engagées dans des projets de sauvegarde et d'inscription au PCI pour me rendre compte de la complexité du problème [...] ». Le texte intégral de cette lettre datée du 6 mai 2011 est accessible en ligne sur le blog de Cyril Isnart, référencé ci-dessus à la note 54.
63. - Soit autant qu'outremer. Les promoteurs réunionnais de l'inscription du *maloya*, retenue en 2009 par le comité intergouvernemental au terme d'une campagne de promotion particulièrement rapide, semblent n'avoir eu aucun contact avec la FAMDT, qui n'est mentionnée nulle part dans la littérature académique disponible (voir SAMSON, Guillaume. « Le maloya au patrimoine mondial de l'humanité. Enjeux culturels, politiques et éthiques d'une labellisation ». *Cahiers d'ethnomusicologie*, 2011, 24, p. 157-171) ; au reste, Christian Hottin assure « que la candidature du *maloya* découle d'une suggestion faite au sein du comité de suivi de la Convention » sans toutefois préciser à qui (*op. cit.*, § 31). Les liens des instances fédérales avec l'équipe du centre Rèpriz (Guadeloupe) sont en revanche attestés mais restent confinés au registre de la camaraderie formelle, sans que jamais ne s'engage un partenariat d'une réelle consistance en faveur de l'inscription du *gwoka*.
64. - Selon la formulation de l'ethnochoréologue Jean-Michel Guilcher, autrement pertinente selon lui que celle de « société traditionnelle ».
65. - Initialement Agence des musiques traditionnelles d'Auvergne, l'AMTA a été rebaptisée en 2009 Agence des musiques des territoires d'Auvergne (*c'est moi qui souligne*). La pluralité des territoires réfère implicitement à la dialectique matériel/immatériel, familière pour le fondateur et directeur de l'Agence, André Ricros, par ailleurs responsable de la compagnie musicale « L'Auvergne imaginée ». Mais elle procède aussi d'une *captatio benevolentiae* des « élus locaux sur ces questions de PCI et de développement des territoires » (compte rendu de la commission FAMDT-PCI du 11 juin 2010, p. 2, archives électroniques non cotées).
66. - *Ibid.*
67. - Communiqué FAMDT-AMTA-ANCT du 30 novembre 2009. Texte intégral accessible en ligne sur le site : <http://lafeuilleamta.fr/2009/11/communique-des-organismes-a-l-issue-des-2emes-rencontres-nationales-du-p-c-i/> (consulté le 23/09/2016).
68. - Compte rendu de la commission FAMDT-PCI du 11 juin 2010 (p. 3, archives électroniques non cotées).
69. - Il semble cependant qu'ait été brièvement caressée l'idée d'une candidature concernant la cabrette, cette cornemuse mise au point dans la première moitié du XIX^e siècle au sein de la colonie auvergnate de Paris, ou du moins ses procédés de fabrication.
70. - Voir le site : <http://lafeuilleamta.fr/8146-2/chantiers-de-collecte/> [consulté le 05/10/2017].
71. - Communiqué du 30 novembre 2009 référencé à la note 68.
72. - CRBC. *Op. cit.*, p. 16.
73. - Échange téléphonique du 24 février 2016.
74. - Compte rendu de la commission FAMDT-PCI du 11 juin 2010 (p. 2, archives électroniques non cotées).

75. - CRBC. *Op. cit.*, p. 17.
76. - La première tenue à Rennes, capitale régionale, les 12 et 13 décembre 2008 (programme disponible sur le site : <http://www.dastum.bzh/FR/patrimoine-culturel-immateriel.php?id=17>), la seconde au Quartz de Brest, les 14 et 15 décembre 2012, dans le cadre du festival NoBorder (actes co-édités en 2014 par Dastum et Bretagne Culture Diversité). En guise d'interlude, à peu près à mi-parcours (29 mars 2011), au moment de la remise au ministère de la Culture du dossier de candidature du *fest-noz*, a également eu lieu à Rennes une séance plus spécifiquement conçue pour un public universitaire, articulant un séminaire et une table ronde, sur le thème « Transmission et éducation au patrimoine culturel immatériel » (programme disponible sur le site : <http://www.sites.univ-rennes2.fr/cerhio/spip.php?article823>).
77. - Sur le site : <http://www.dastum.bzh/FR/patrimoine-culturel-immateriel.php> (consulté le 23/09/2016). Les citations entre guillemets qui émaillent le paragraphe sont empruntées à ce récit.
78. - Courriel du 7 juillet 2009 à Christian Hottin, que je remercie de m'avoir ouvert les archives intermédiaires, y compris électroniques, du département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique.
79. - Courriel du 3 septembre 2010 à Christian Hottin.
80. - Le texte intégral de la décision est accessible en ligne sur le site : http://www.unesco.org/culture/ich/fr/decisions/7.COM/11.13?dec=decisions&ref_decision=7.COM [consulté le 05/10/2017].
81. - *Ibid.*
82. - Voir le site : <http://bcd.bzh/fr/accueil/> [consulté le 05/10/2017].
83. - Voir le site : <http://bcd.bzh/fr/project/coordination-pci/> [consulté le 05/10/2017].
84. - Paradoxe plus apparent que réel, Dastum et BCD se répartissant les rôles en bonne intelligence, sans tous les accaparer afin de préserver l'entente avec les grandes fédérations bretonnes de sonneurs et de danseurs.
85. - Dont le directeur, depuis la création de l'association, est Charles Quimbert.
86. - Voir sur le site : http://mpo-bourgogne.org/wp-content/uploads/2017/02/2016-02-15_Manifeste_MPOB_v16s.pdf [consulté le 25/10/2017].
87. - *Manifeste pour les cultures orales et expressions populaires en Bourgogne, janvier 2016*, fiche-action 3, p. 11.
88. - *Ibid.*, fiche-projet 6, p. 22
89. - La raison sociale complète de l'association, implantée à Parcé (Ille-et-Vilaine), à proximité de Fougères, est « La Granjagoul, maison du patrimoine oral de Haute-Bretagne ».
90. - Il est détaillé sur la page d'accueil du site <http://www.lagranjagoul.fr/Home/l-association> (consulté le 23/09/2016). On peut encore relever l'évolution que le PCI a imprimée au projet du Groupement culturel breton des Pays de Vilaine, l'association fondée en 1975 par Jean-Bernard Vighetti et qui organise à Redon (Ille-et-Vilaine) depuis plus de quarante ans un concours de chant *a capella* toujours très couru, la Bogue d'or.
91. - TURGEON, Laurier. « Du matériel à l'immatériel. Nouveaux défis, nouveaux enjeux ». *Ethnologie française*, 2010, 40, p. 391.
92. - CRBC. *Op. cit.*, p. 26.
93. - Propos de Julie Guyot-Corteville, en tant que présidente de la Fédération des écomusées et des musées de société, reproduits dans le rapport du CRBC, *op. cit.*, p. 13.
94. - DUFLOS-PRLOT, Marie-Thérèse. *Un siècle de groupes folkloriques en France*. Paris : L'Harmattan, coll. « Minorités & Sociétés », 1995. Voir notamment les p. 295 à 314 sur le fonctionnement associatif des groupes folkloriques.
95. - ROUSSO, Henri et CONAN, Éric. *Vichy, un passé qui ne passe pas*. Paris : Fayard, 1994 (1^{re} éd.).
96. - FAURE, Christian. *Le Projet culturel de Vichy. Folklore et révolution nationale, 1940-1944*. Lyon : Cnrs/Presses universitaires de Lyon, 1989.

97. - On peut s'en faire une idée assez précise en consultant le site de l'OPCI : <http://opci-ethnodoc.fr/>, puis rubrique Services proposés.
98. - Titre d'un colloque organisé en avril 1984 à Clermont-Ferrand par l'association des Musiciens routiniers, avec le concours de l'université Blaise-Pascal et en présence de Maurice Fleuret, directeur de la Musique et de la Danse.
99. - PERRENOUD, Marc. *Les Musicos. Enquête sur des musiciens ordinaires*. Paris : La Découverte, coll. « Textes à l'appui/enquêtes de terrain », 2007.
100. - Désigne en dialecte berrichon une personne en proie à la plus vive sidération, à mi-chemin de la folie et de l'idiotie.

RÉSUMÉS

Le mouvement associatif qui porte en France le secteur des musiques et danses traditionnelles a précocement repéré le patrimoine culturel immatériel, comme concept et comme dispositif. Il est aussi communément regardé comme l'un de ses terrains d'élection. De fait, certaines de ses composantes, métropolitaines comme ultramarines, actives dans des territoires réputés détenir les attributs d'une culture régionale, s'en sont saisies, avec l'espoir ou la conviction d'y puiser un surcroît de légitimité et de vitalité. Leurs efforts ont abouti à plusieurs inscriptions sur les listes de l'Unesco. Mais, parallèlement, d'autres acteurs, et en première ligne nombre d'artistes de la scène « trad' », sont passés de la circonspection à une opposition déterminée. Ni consensuel ni vraiment conflictuel, le patrimoine culturel immatériel vient-il alors ranimer, en rafraîchissant sa mise, une vieille querelle – ou une tension dialectique – attestée depuis les origines du mouvement, entre créateurs et « patrimoniaux » ? Des éléments de réponse paraissent pouvoir être puisés dans le réexamen d'épisodes comme les Assises nationales des musiques traditionnelles (2007), la polémique avec les ethnomusicologues du domaine français (2010) et la candidature réussie du *fest-noz*.

Associations supporting traditional music and dance took advantage of the notion of the intangible cultural heritage, as a concept and as a programme, at an early date. These associations are also often considered to be among the main promoters of the intangible cultural heritage. And indeed some of the associations which have been active both in metropolitan France and in French territories overseas, seized upon the intangible cultural heritage in the hope that the label would enhance their legitimacy and vitality. Their efforts resulted in several inscriptions on the UNESCO list. But at the same time, other actors, first of all artists within the 'trad' movement, went from being cautious spectators to being outright opponents. Neither consensual nor conflictual, the notion of the intangible cultural heritage seems to be renewing an old quarrel - or dialectic tension - which has existed since the beginnings of the movement, between creators and heritage actors. Some answers could be found by looking at events such as the national convention for traditional music in 2007, the controversy amongst French ethnomusicologists in 2010 and the successful application for UNESCO listing of the Breton '*fest-noz*'.

INDEX

Mots-clés : Auvergne, Bretagne, cantù in paghjella, centre de musiques traditionnelles en région, Corse, danse traditionnelle, Dastum, droits culturels, fest-noz, folklore, groupe folklorique, musique traditionnelle, patrimoine culturel immatériel, revivalisme, Unesco

Keywords : Auvergne, Brittany, cantù in paghjella, local traditional music centres, Corsica, traditional dance, Dastum, cultural rights, fest-noz, folklore, traditional group, traditional music, intangible cultural heritage, revivalism, Unesco

AUTEUR

FRANÇOIS GASNAULT

Conservateur général du patrimoine et historien, chercheur à l'Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (UMR CNRS-EHESS), équipe LAHIC francois.gasnault@ehess.fr